



Commission politique et
UPAP/CPR/GTJP/01/2022 -

régulation
Doc n°03

Groupe de travail harmonisation politique & juridique

22 juin 2022 (en distanciel)

Composition du Conseil d'administration de l'UPAP

Objet Termes de référence du Groupe de travail harmonisation politique et juridique 2022-2025	Rapport de la Commission politique & régulation (CPR), février 2022
Décision attendue La présente note est présentée par le Secrétariat Général au Groupe de Travail pour : i. Examen et orientation ; ii. Formulation d'une recommandation pertinente à la Commission pour transmission au Conseil d'administration et approbation par ce dernier.	

1.0 Introduction

La Commission politique et régulation a tenue sa première réunion du cycle en cours du 22 au 24 février 2022 à Nairobi au Kenya. Au cours de la réunion, la composition du Conseil d'administration a été abordée, en accordant une attention particulière aux cas du Mali, du Maroc, du Ghana et du Bénin. La réunion a également pris note de l'existence de cinq sièges à pourvoir afin d'assurer un fonctionnement optimal du Conseil.

2.0 Note relative à la composition du Conseil d'administration, 2021/22-2024/25

Le détail de la composition du Conseil d'administration, les questions en suspens concernant les cas du Mali, du Maroc, du Ghana et du Bénin, et les sièges à pourvoir est repris dans la « **Note relative à la composition du Conseil d'administration pour le cycle 2021/22-2024/25** » jointe en annexe à toutes fins utiles.

3.0 Décision

Le Groupe de travail est invité à mener les actions suivantes :

- i. Examen et orientation ;
- ii. Formulation d'une recommandation pertinente à la Commission pour transmission au Conseil d'administration et approbation par ce dernier.



Note relative à la composition du Conseil d'administration pour le cycle 2021/22-2024/25

I. Contexte

A chaque session ordinaire de la Conférence de plénipotentiaires, la composition du Conseil d'administration est revue sur la base d'une répartition géographique équitable.

Conformément à l'article 2(10) du Règlement d'exécution de la Convention, la Conférence de plénipotentiaires élit les membres du Conseil d'administration composé de 25 États membres, répartis au prorata des régions géographiques de l'Union africaine.

Par circulaire datée du 20 mars 2020, le Secrétaire général a rappelé aux États membres les nouvelles dispositions statutaires relatives à la composition du Conseil et les a exhortés à mener des consultations au sein de leurs organisations sous-régionales respectives en vue d'aboutir à des listes de représentants adoptées par consensus. Un rappel a été transmis le 22 avril 2021

Par décision n° 05/PAPU/PC/X/2021 de la Conférence de plénipotentiaires, réunie lors de sa 10ème session ordinaire du 24 au 25 juin 2021 à Victoria Falls, Zimbabwe, la nouvelle répartition géographique des sièges au sein du Conseil d'administration a été adoptée comme suit : 05 pour la région Est, 07 pour l'Ouest, 04 pour le Centre, 06 pour la région australe et 03 pour le Nord.

Le processus de constitution du Conseil d'administration s'est déroulé en plusieurs phases.

II. Le rapport de la Commission politique, stratégie et gouvernance

A la date de la réunion tenue en ligne du 7 au 8 juin 2021 par la Commission, seuls 11 États membres s'étaient prononcés, à savoir :

- Centrale : Cameroun ;
- Est : Kenya ;
- Nord : Algérie et Maroc
- Ouest : Mali
- Australe : Botswana, Eswatini, Malawi, Namibie, Zambie et Zimbabwe.

Cette liste provisoire de candidats est reprise dans le rapport de la Commission politique, stratégie et gouvernance présenté au Conseil d'administration qui en a pris note. Toutefois, les candidats en lice pour siéger au Conseil doivent être validés par le Comité de vérification des pouvoirs, qui procède à la présentation de la liste définitive de pays éligibles.

III. Le rapport du Comité de vérification des pouvoirs

Deux cas particuliers ont été soulignés dans le rapport du Comité de vérification des pouvoirs.

Le cas du Maroc qui cumulait des arriérés de contributions sur près de quatre ans pour un montant de 206 943,63 \$EU, après la suspension officielle de sa participation aux activités de l'UPAP en 1987.

- a) La recommandation du Comité de vérification des pouvoirs était « *d'ajouter le Maroc à la liste des pays ayant des arriérés de contributions d'au moins deux ans, les privant ainsi du droit de vote ou du droit de briguer des postes électifs* ».

Le cas du Mali où le Comité a évoqué sa suspension conformément au communiqué de presse n° **PSC/PR/COMM. (1001(2021))** du 01/06/2021 par le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine.

- b) La recommandation du Comité de vérification des pouvoirs était de « *suspendre le Mali de l'UPAP conformément à la décision de l'Union africaine de le suspendre de ses organes et institutions, en application du communiqué de presse susmentionné* ».

La Conférence des plénipotentiaires a adopté le rapport du Comité de vérification des pouvoirs.

IV. La Conférence des plénipotentiaires

La Conférence a procédé à l'élection des membres du Conseil d'administration comme suit :

- **Centrale** : Cameroun et Burundi (**sièges vacants x 2**)
- **Est** : Ethiopie, Kenya, Madagascar, Soudan et Tanzanie. (**Aucun siège vacant**)
- **Nord** : Algérie et Tunisie, (**sièges vacants x 1**)
- **Ouest** : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger, Nigeria et Sénégal (**sièges vacants x 2**)
- **Australe** : Botswana, Eswatini, Malawi, Namibie, Zambie et Zimbabwe. (**Aucun siège vacant**)

Soit 5 sièges vacants comme indiqué ci-dessus.

V. Session extraordinaire du Conseil d'administration du 1^{er} juillet 2021

La réunion s'est tenue en ligne le 1^{er} juillet 2021 et le Conseil a pris note des questions relatives à sa composition. En ce qui concerne le Mali et le Maroc, les différents intervenants ont plaidé en faveur de leur candidatures, sous réserve pour le Maroc de régulariser sa situation financière. Par ailleurs, un argument a été avancé en faveur de la candidature du Ghana, sous réserve de la régularisation de sa situation financière. Or, le Ghana n'est toujours pas à jour dans ses contributions financières.

La réunion a pris fin de façon prématurée, ce qui n'a pas permis de conclure la question, du fait d'un effondrement du réseau Internet à Arusha. Ces assises n'ont pas été convoquées de nouveau à ce jour.

VI. Le cas du Bénin

Par lettre du 30/06/2021 adressée au Secrétariat Général de l'UPAP, le Bénin a manifesté son intérêt à briguer le siège vacant du Conseil attribué à l'Afrique de l'Ouest pour l'exercice 2021/22 à 2024/25. Cependant, sa lettre n'a été reçue qu'après l'élection des membres du Conseil le 25/06/2021 à Victoria Falls, Zimbabwe.

Il faut préciser que le Bénin est à financièrement éligible, car il est à jour dans ses contributions statutaires.

VII. Conclusion

La composition du Conseil d'administration affiche 5 sièges vacants qui doivent être pourvus, à savoir Centre 2, Nord 1 et Ouest 2.

I. Recommandation

La présente note est présentée par le Secrétariat Général à la Commission pour :

- iii. Examen et orientation ;
- iv. Formulation d'une recommandation au Conseil d'administration pour approbation.

Par conséquent, la recommandation sera transmise au Bureau de la Conférence pour décision.